

LES
inspirations

ÉCO • AFRIQUE

Maroc Export

«Action lumière» pour le secteur de l'énergie

ZOOM

Africa Business Agenda, la préférence africaine gagne du terrain

P. 21

CAHIER DE L'INTÉGRATION

Dans quelle Afrique investir ?

P. 22-23

INTERVIEW

Najib Cherfaoui, expert maritime

P. 25

LE MARCHÉ DE LA SEMAINE

Le Burkina revoit à la hausse ses ambitions

P. 26





BILLET

Oumar Baldé
o.balde@leseco.ma

Gagnant-gagnant

Le forum économique maroco-guinéen tenu la semaine dernière à Casablanca restera longtemps gravé dans les esprits, notamment en Guinée. Au moment où le monde fuit ce pays touché par le virus Ebola, le royaume lui a grandement ouvert les bras. Malgré la psychose créée par l'épidémie mortelle, le Maroc a accueilli une centaine de décideurs politiques et économiques guinéens. Avec leurs collègues marocains, ils ont parlé business, signé trois conventions portant sur l'agro-alimentaire et sur l'assainissement. Des investissements et des marchés qui dépassent le milliard de dirhams en somme, sans parler de la multitude d'autres projets à concrétiser par la suite. Comme le mentionne le thème du forum, la Guinée est en effet «une économie à construire, des opportunités à saisir». Les hommes d'affaires du royaume y ont une large marge de manœuvre et une expertise à partager. Cela, d'autant plus que la Guinée est un pays richement doté en ressources naturelles. C'est une économie qui a elle aussi besoin de produire et d'exporter. Son gouvernement cherche des investisseurs, mais ses hommes d'affaires ont plus besoin de partenaires extérieurs pour faciliter leurs exportations. Le concept de partenariat «gagnant-gagnant» devrait s'inscrire dans cette logique. Il ne s'agit pas seulement d'aller saisir des opportunités, mais également d'en offrir ici.

Enterprise Bank dans le viseur de BMCE ?

Bank of Africa, la filiale panafricaine de BMCE Bank, continue de voir grand. Elle envisagerait de se doter d'une première filiale et d'acquérir ainsi Enterprise Bank, une banque nigériane en cours de cession. À en croire certaines sources, Bank of Africa aurait réitéré, ces dernières semaines, son offre de 325 millions de dollars pour acquérir 100% du capital de cette banque, cédée par la société de gestion nigériane Amcon. La réponse de cette dernière est attendue dans les prochaines semaines, bien que BOA ne soit pas la seule candidate sur ce dossier. Il est à noter que le total bilan d'Enterprise Bank avoisine 1,2 milliard de dollars.

RAM Cargo à destination de l'Afrique

Royal Air Maroc (RAM) a lancé depuis hier (lundi 15 septembre), quatre nouvelles lignes cargo à partir de Casablanca vers Dakar, Bamako, Ouagadougou et Niamey. Ces nouvelles lignes offrent une capacité hebdomadaire de 15 tonnes. Par ailleurs, la compagnie a signé une convention avec l'Association marocaine des exportateurs (ASMEX) afin de promouvoir les opérations commerciales. Les membres de l'ASMEX ont ainsi droit à des facilités tant au niveau des tarifs qu'au niveau de la logistique.

L'Afrique optimiste quant à son avenir

Selon un classement du think tank américain Pew Research Center, l'Afrique est la région du monde la plus optimiste concernant son avenir économique. En effet, 59% des Africains interrogés estiment que la situation de leur pays va évoluer positivement. 51% des Africains interrogés jugent que les conditions économiques actuelles sont satisfai-



Le Sénégal guérit son cas d'Ebola

Le Sénégal a annoncé la guérison de l'unique cas confirmé d'Ebola dans le pays, un étudiant guinéen qui était traité dans un hôpital de la capitale sénégalaise. En revanche, la partie est loin d'être gagnée dans les autres pays touchés en Afrique de l'Ouest. Cela a poussé les Nations Unies à allouer 3,8 millions de dollars du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) pour le Service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) afin de soutenir les opérations humanitaires. La compagnie nationale, une des rares à maintenir ses vols à destination de ces pays, pourrait bien profiter de ce pactole.

santes, un taux malgré tout largement supérieur à celui des Européens et des Moyen-orientaux qui pour la grande majorité demeurent insatisfaits. Parmi les 9 pays africains pris en compte dans l'enquête, le Sénégal est le plus optimiste. 73% des personnes interrogées dans ce pays estiment que la situation économique va s'améliorer au cours des prochaines années.

Les Émiratis promettent 19 milliards de dollars à l'UEMOA

Les projets des États membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) semblent avoir séduits les Émiratis. En effet, à l'issue de la conférence organisée le 9 septembre à Dubaï, 16 projets sur un total de 22 présentés ont reçu des promesses de financement, soit un montant de 19 milliards de dollars. L'UEMOA, la Banque

ouest-africaine pour le développement (BOAD) et le cabinet britannique Global Finance & Capital Limited (GFCL), coorganisateur de ce rendez-vous, ont signé un accord de partenariat stratégique pour la gestion de l'exécution des projets et des échéances.

Coup de pouce japonais à la BAD

La Banque africaine de développement (BAD) le Japon viennent de conclure un prêt concessionnel de 300 millions de dollars dans le cadre du programme Enhancing Private Sector in Africa (EPSA) lancé en 2005 par le Japon. Les modalités de sa mise en œuvre sont l'installation accélérée de co-financement (pour le secteur public), le Fonds d'assistance au secteur privé africain (FAPA), et les prêts au secteur privé. Au cours de ces dernières années, des projets importants ont été cofinancés dans ce cadre.

AGENDA

1^{er} sommet ACRIS (Addis-Abeba, du 17 au 19 novembre)



Le 1^{er} Sommet africain des infrastructures résilientes au climat (ACRIS) se tiendra du 17 au 19 novembre à Addis-Abeba. Ce sommet permettra d'examiner les moyens de relever le défi dans les secteurs des nouvelles technologies de l'information, de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de l'eau, qui sont les plus concernées par le changement climatique sur le continent africain et qui ont besoin d'infrastructures résilientes, a indiqué l'Union africaine (UA).

Africa Agri Forum 2014 (Les 13 et 14 octobre à Abidjan)

L'Africa Agri Forum, l'événement régional de l'agriculture en Afrique francophone, sera organisé les 13 et 14 octobre à Abidjan sous le thème : «Quelle révolution verte pour le continent africain ?». La conférence abordera les questions clés relatives au développement du secteur agricole dans la région ainsi que le rôle des gouvernements africains dans sa promotion. Au programme, les séances plénières traiteront notamment des leviers de croissance du secteur dans le continent, de la modernisation et du financement de l'agriculture en Afrique.

Africa Business Agenda

La préférence africaine gagne du terrain

● Selon une étude du cabinet PwC, 75% des dirigeants africains donnent la priorité au continent africain pour leurs fusions-acquisitions et alliances stratégiques. C'est une bonne opportunité pour les entreprises marocaines dans leur dynamique d'implantation dans les marchés subsahariens.

L'Afrique commence à faire confiance à l'Afrique. Le roi Mohammed VI, qui en a émis le souhait dernièrement lors de sa dernière tournée africaine, a de quoi être satisfait des résultats d'une étude réalisée par le cabinet d'audit et de conseil PwC. En effet, selon l'étude 2014 de l'«Africa Business Agenda» sur les priorités et les préoccupations des dirigeants africains, réalisée auprès de 260 chefs d'entreprise africains, 75% d'entre ces derniers «donnent la priorité au continent africain» en ce qui concerne leurs fusions-acquisitions et alliances stratégiques. «Ce choix s'explique notamment parce que les opportunités y sont plus grandes», note l'enquête. Celle-ci ne mentionne pas de préférence des patrons africains pour un pays donné, mais le Maroc, dont les entreprises poursuivent leur déploiement sur le continent peut considérablement en tirer profit. Le royaume est d'autant plus bien placé qu'il occupe le rang du deuxième investisseur africain en Afrique après l'Afrique du Sud.



Les centaines d'accords, couvrant différents domaines de coopération, signés ces derniers temps avec plusieurs pays, facilitent à leur tour l'implantation des cadors de l'industrie sur une bonne partie du continent. L'influence progressive de la Chine,

de l'Inde, des États-Unis sur le continent au détriment de partenaires historiques comme la France, attire également l'attention des dirigeants africains.

Pénurie de talents

Sur un autre volet, l'étude de PwC

indique que 90% des dirigeants sont confiants pour leurs perspectives de croissance à moyen terme, et 51% se disent même «très confiants». Quant au court terme, ils sont plus mesurés selon PwC, puisqu'ils sont 84% à se déclarer confiants quant aux perspectives de croissance de leur chiffre d'affaires dans les 12 prochains mois. Pour doper leur croissance, les entreprises africaines misent sur trois principaux leviers : le développement de nouveaux produits et services (31% des répondants), l'augmentation de la part de marché existants (27%) et la conquête de nouveaux marchés géographiques (20%). À noter toutefois que «les

Sur 260 patrons interrogés, 75% donnent la priorité au continent.

problématiques varient d'un pays à l'autre» selon PwC. L'étude précise que les principales préoccupations des dirigeants au niveau macro-économique sont l'excès de réglementation (80%), la volatilité du taux de change (79%), et l'inadéquation des infrastructures (78%). Pour ce qui est des menaces au business, l'enquête fait ressortir que 83% des patrons pointent du doigt «la pénurie de talents et la corruption». 58% évoquent «l'apparition de nouveaux entrants comme une menace importante» et 59% mentionnent les cybermenaces, incluant l'insuffisance de la sécurité des données. ●

Attijariwafa bank

partenaire de votre dossier Afrique



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank

CAHIERS DE L'INTÉGRATION

Développement

Dans quelle Afrique investir ?

● Face à la marche laborieuse de l'Union africaine qui peine à fédérer l'ensemble des États sous une seule orientation économique, les pays du continent ont depuis très longtemps compris la nécessité de former des groupements économiques régionaux. C'est le cas de la CEDEAO, de la CEEAC, de la SADC ou encore de l'EAC. Zoom sur ces organisations régionales et sur leurs attractivités en termes d'investissements, les défis à relever ainsi que leurs faiblesses et leurs prévisions de croissance.

CEDEAO

Objectif croissance

Après la décélération de son taux de croissance (6,3% en 2013 contre 6,6% en 2012), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest se donne pour ambition d'être plus performante sur le plan économique au cours de l'année 2014 avec une croissance projetée de 7,1%. Parmi les États membres de la CEDEAO, la Sierra Leone a enregistré en 2013 un taux de croissance de 14,6%, soit le plus élevé de la région contre 0,5%, le plus bas de la zone pour le Cap-Vert. Six pays membres, à savoir le Burkina-Faso, le Nigéria, le Ghana, le Libéria, la Côte d'Ivoire et la Sierra Leone, ont affiché des taux de croissance plus élevés que le taux de croissance projeté pour l'année 2013, qui est de 6,3%. Une croissance qui pourrait être attribuée à la production de gaz, de pétrole et de minéraux ainsi qu'à l'amélioration de la production agricole. Il est à noter que l'Union économique et monétaire ouest-africaine fait partie de la région de la CEDEAO.

1,13

Milliard de dollars

1,13
Milliard de dollars

valeur des échanges
commerciaux avec le Maroc
fin août 2013

UMA

Des voisins cloisonnés

Le commerce au sein de l'UMA ne dépasse pas 3% des échanges globaux des pays, soit l'un des taux d'intégration les plus faibles au monde. Le coût de la non-intégration économique du Maghreb coûte 3 à 9 milliards de dollars par an. Pour pallier ces insuffisances, les entrepreneurs maghrébins plaident pour une intégration économique afin de répondre aux défis futurs de la région en termes de croissance économique, d'emploi et d'investissement. Les pays maghrébins, avec un marché de plus de 92 millions d'habitants auraient à gagner via une intégration économique, une hausse du PIB réel/hab de 25% à 34% en dix ans selon la Banque mondiale. Au niveau politique, les relations entre États restent globalement assez glaciales, malgré l'espoir d'un réchauffement suscité au lendemain du «printemps arabe».

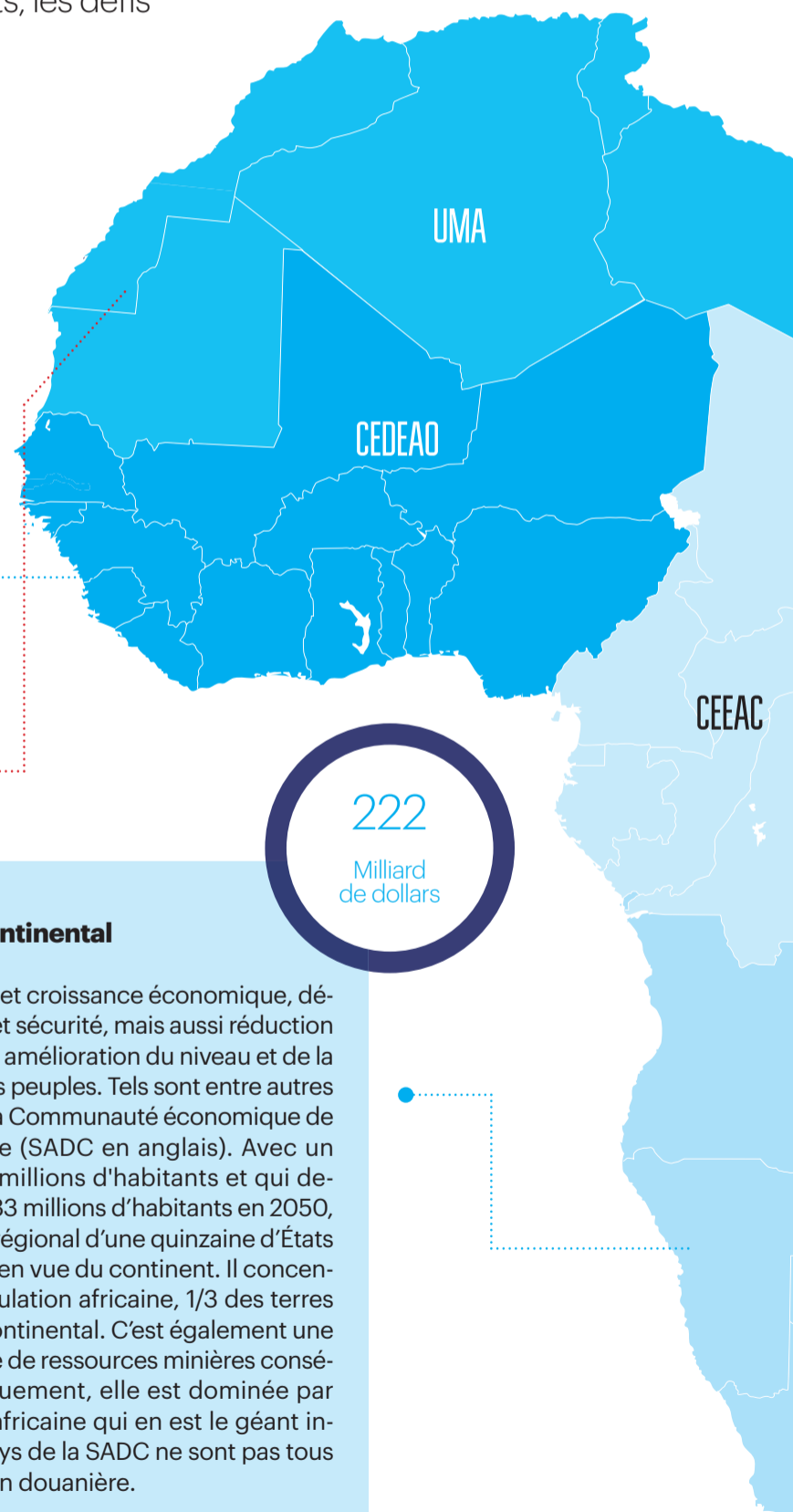
SADC

40% du PIB continental

Développement et croissance économique, défense de la paix et sécurité, mais aussi réduction de la pauvreté et amélioration du niveau et de la qualité de vie des peuples. Tels sont entre autres les objectifs de la Communauté économique de l'Afrique australe (SADC en anglais). Avec un marché de 294 millions d'habitants et qui devrait atteindre 683 millions d'habitants en 2050, ce groupement régional d'une quinzaine d'États est l'un des plus en vue du continent. Il concentre 1/4 de la population africaine, 1/3 des terres et 40% du PIB continental. C'est également une zone qui regorge de ressources minières conséquentes. Politiquement, elle est dominée par l'influence sud-africaine qui en est le géant incontesté. Les pays de la SADC ne sont pas tous liés par une union douanière.

222

Milliard de dollars



CAHIERS DE L'INTÉGRATION

23

Milliard
de dollars**EAC****Zone de production en devenir ?**

La communauté des États de l'Afrique de l'est (EAC en anglais) a été créée en 1967. C'est l'un des plus anciens groupements régionaux sur le continent, mais qui ne réalisera de véritables pas décisifs qu'à partir des années 2000. En effet, ce n'est qu'en 2001 qu'une zone de libre-échange a été instaurée avant qu'elle ne soit suivie par l'entrée en vigueur du traité de l'union douanière valable depuis 2010. L'EAC, c'est un marché de 152 millions d'habitants qui pourrait atteindre 392 millions d'habitants à l'horizon 2050. Parmi ses forces, l'EAC focalise sur la promotion de la productivité en encourageant les investissements, l'industrie et le commerce. Par contre, on estime que les tensions internes au sein de l'EAC constituent son talon d'Achille. La Tanzanie et le Burundi reprocheraient aux trois autres pays (Kenya, Ouganda, Rwanda) de faire cavaliers seuls, en adoptant sans eux, toute une série de projets d'infrastructures, notamment ferroviaires et pétrolières. Enfin, notons que c'est une région qui fait également face à un déficit énergétique.

303

Milliard
de dollars**CEEAC****Richesses naturelles en abondance**

La Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) regroupe des pays disposant d'énormes richesses naturelles (pétrole, bois et diamants), mais qui peinent à en faire profiter leurs populations, estimées actuellement à plus de 149 millions de personnes. Certains États de la CEEAC (au nombre de 10) font partie de la CEMAC (union monétaire) et sont réunis par une zone de libre-échange. La CEEAC constitue une passerelle avec les marchés de l'Afrique de l'est et australe. On note de bonnes relations entre le Maroc et certains pays de la zone dont le Cameroun et le Gabon. Ce qui favorise l'implantation d'importants groupes marocains opérant dans les secteurs de la banque, de l'assurance ou encore des mines, mais la CEEAC, c'est aussi de nombreux obstacles tarifaires et non tarifaires sur les produits en libre-échange, un manque d'infrastructures sans parler de l'instabilité politique.

1

Milliard
de dollars**COMESA****Trait d'union entre l'est et le sud**

Le marché commun de l'Afrique orientale et australe est une zone de libre-échange et une union douanière qui regroupe en tout une quinzaine de pays n'appartenant pas aux mêmes groupes régionaux. C'est donc une force économique puissante et disposant en même temps de ressources naturelles importantes, notamment en mines, énergies et en eau. Elle permet à la fois d'accéder au canal de Suez puisque l'Égypte en fait partie, à la Mer rouge mais aussi à l'Océan indien. Son taux de croissance moyen est estimé à 5,8% en 2014 alors que son PIB était de 539 milliards de dollars en 2012. Les principaux produits exportés sont les huiles brutes de pétrole et minéraux bitumineux, les cathodes de cuivre, café, or, tabac, thé noir alors que les importations concernent généralement les huiles de pétrole, le blé, ainsi que les véhicules et les produits pharmaceutiques.

Maroc Export

«Action lumière» pour le secteur de l'énergie

● Maroc Export et la Fédération nationale de l'électricité, de l'électronique et des énergies renouvelables (FENELEC) organisent une nouvelle mission de prospection au Burkina Faso, en République du Congo et au Gabon. Ces pays disposent de programmes d'électrification et commencent à se tourner vers les énergies renouvelables.



Les caravanes de promotion des exportations sont de retour. Et cette fois, ce sont les secteurs de l'électricité, de l'électronique et des énergies renouvelables qui partent à la recherche d'opportunités sur le continent. Du 21 au 27 septembre, une délégation constituée de plus de 80 entreprises opérant dans les énergies compte sillonner le Burkina Faso, le Congo ainsi que le Gabon. Sous l'égide de Maroc Export, cette mission de prospection dénommée «Action lumière» a pour objectif de «vendre» l'offre et l'expertise marocaine en matière d'électrification à ces pays qui ne manquent pas de programmes dans ce sens. Ainsi, des rencontres en B to B et des conférences sont prévues avec les opérateurs de ces pays, mais aussi avec les acteurs publics. Une bonne partie de la délégation sera constituée des membres de la Fédération nationale de l'électricité, de l'électronique et des énergies renouvelables (FENELEC). Pour

cette dernière, c'est l'occasion de renforcer l'élan déjà entrepris depuis des années. En effet, la FENELEC, qui avait longtemps compris que le marché africain est prometteur pour ses métiers, confirme davantage son orienta-

Le Burkina Faso a l'ambition de porter son taux d'électrification à 60% en 2015 contre 27% en 2011.

tion exportatrice du secteur de l'électricité, de l'électronique et des énergies renouvelables.

Potentiel existant

Il faut noter que chacun des pays visités a des objectifs chiffrés en termes d'électrification ou de sécurisation de son secteur énergétique. Le gouvernement burkinabé ambitionne de passer d'un

taux de couverture électrique évalué à 27,42% en 2011 à 60% en 2015. À l'horizon 2020, ce taux devrait être porté à 100% pour les populations urbaines et à 49% pour les populations rurales. Pour ce qui est du Gabon, le taux d'électrification y était de 83% en 2012 mais le secteur doit se mettre à l'abri des délestages en raison d'une forte urbanisation. L'objectif du gouvernement est d'augmenter les installations de production à 1.200 MW à l'horizon 2020. D'ailleurs en 2012, la BAD a accordé un prêt concessionnel de 57,5 millions d'euros pour le soutien au secteur gabonais des énergies renouvelables. Quant à la République du Congo, l'objectif projeté avant fin 2015 est de réaliser un taux d'accès à l'électricité des populations rurales de 50%. En partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Congo a récemment lancé un projet d'électrification rurale basé sur de petites centrales hydroélectriques. Ce projet, appelé «Les mini-réseaux hydroélectriques pour l'électrification rurale», est inscrit dans le cadre de la promotion, la production et la distribution des énergies propres en vue d'impulser un développement économique endogène en milieu rural.

Terrain balisé

Cette nouvelle tournée africaine semble avoir été bien préparée. En effet, la semaine dernière, une délégation de journalistes issus de ces pays a effectué une visite dans le royaume afin de constater une partie de l'évolution du sec-

teur énergétique. Il s'agissait d'introduire auprès des médias des pays concernés les grandes lignes de la politique marocaine en matière de développement des accords bilatéraux pour les portefeuilles du commerce extérieur et de l'énergie. Durant ces quatre jours de visite au Maroc, la délégation de journalistes a tenu des réunions avec Abdelkader Amara, ministre marocain de l'Énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, et Mohammed Abbou, ministre du Commerce extérieur. Des rencontres ont aussi eu lieu avec Maroc Export, la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM), l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE), la FENELEC et l'Agence marocaine pour le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (ADEREE).

CHIFFRES CLÉS

80

Plus de 80 entreprises marocaines prendront part à cette grande mission de prospection du 21 au 27 septembre.

60%

Le gouvernement burkinabé a pour objectif de passer d'un taux de couverture électrique évalué à 27,42% en 2011 à 60% en 2015.

100%

À l'horizon 2020, le Burkina ambitionne de réaliser un taux d'accès à l'électricité de 100% pour les populations urbaines et de 49% pour les populations rurales.

83%

C'est le taux d'électrification du Gabon en 2012. Cependant, le secteur doit se mettre à l'abri des délestages en raison d'une forte urbanisation.

1.200 MW

L'objectif du Gabon est d'augmenter les installations de production à 1.200 MW à l'horizon 2020.

57,5 millions d'euros

En 2012, la BAD a accordé un prêt concessionnel de 57,5 millions d'euros pour le soutien au secteur des énergies renouvelables au Gabon.

50%

Le Congo souhaite accroître le taux d'accès à l'électricité des populations rurales à 50% d'ici 2015.



NAJIB

CHERFAOUI

Expert maritime

«Il faut commencer par unifier le droit maritime en Afrique»

● Casablanca accueille depuis jeudi dernier, le Port Finance International Maroc 2014. L'événement réunit des acteurs internationaux du monde maritime, issus notamment du continent. Cette année, il est justement question de discuter des moyens de développer l'offre au Maroc et en Afrique. À cet effet, le professeur Najib Cherfaoui, expert maritime, revient sur les enjeux et le potentiel de développement des activités portuaires en Afrique.

Les ÉCO : Quelle est l'utilité de ce forum dans le développement des échanges entre le Maroc et les pays africains ?

Najib Cherfaoui : La finalité essentielle de ce forum devrait avoir pour objet de faire évoluer les mentalités. Les gens de mer de l'Afrique possèdent des compétences considérables qui ne sont jamais sollicitées ni consultées sur le devenir du secteur ainsi que sur les directions et les orientations à entreprendre sur

le long terme. Ces hommes et ces femmes doivent s'organiser en une communauté capable d'instituer une veille maritime pour explorer les lignes d'horizon et dégager des pistes prospectives. L'objectif étant d'éviter que l'avenir ne devienne une contrainte à subir. Cette communauté doit, notamment, innover de manière solidaire pour accélérer l'émergence du système portuaire africain. Ainsi, les ports africains doivent se doter

d'une vision future et œuvrer à la préservation du patrimoine naval. Pour cela, ils doivent interroger, écouter et mémoriser leur passé afin d'anticiper les tendances et surtout de guider les centres de décision actuels vers les chemins fructueux. C'est-à-dire créateurs de richesses, d'emplois et de prospérité.

Pensez-vous réellement que les ports marocains constituent une passerelle obliga-

●●●
«Il est urgent de mutualiser les flottes marchandes africaines pour améliorer leur rentabilité».

toire pour le transport et le commerce de et vers l'Afrique ?

Il ne s'agit pas seulement d'une passerelle. Il faut d'abord régler la question du transport par voie de mer. En clair, il faut commencer par unifier le droit maritime, puis développer et mutualiser les flottes marchandes africaines pour améliorer leur rentabilité. Le problème portuaire est la dernière des priorités, car on construit les ports pour les navires et pas l'inverse.

Globalement comment jugez-vous l'activité portuaire en Afrique ?

Il ne s'agit pas de juger l'activité portuaire en Afrique car le trafic est réalisé par les chargeurs : le port n'est qu'une étape de passage. Autrement dit, votre question se ramène à savoir quel est l'avenir économique de l'Afrique. Là, je peux vous répondre que cet avenir est fabuleux : le Maroc et la Chine l'ont très bien compris.

Quels sont les ports africains les plus dynamiques et les plus en vue ?

Là aussi, il faut considérer non pas les ports mais plutôt les populations qu'ils desservent. Autant un pays est peuplé et d'autant ses relations portuaires seront dynamiques. Cela revient à classer le dynamisme par la démographie. Il est à noter que globalement l'Afrique a franchi la barre du milliard d'habitants en 2010. Cela dit les ports de transbordement de conteneurs qui ont une vocation planétaire évoluent au gré des intérêts des grands opérateurs ainsi que des fluctuations de leurs alliances, indépendamment des hinterlands de leur implantation. ●

Grand-messe de la famille portuaire au Maroc

Des investissements de plus de 10 milliards de dollars sont prévus pour le développement des ports africains. Le déploiement de l'activité portuaire en Afrique du Nord représente une opportunité importante et précieuse aussi bien pour les investisseurs que pour la communauté maritime. La circulation des containers a plus que triplé entre 1995 et 2005. De nombreux pays méditerranéens souhaitent augmenter la capacité d'accueil de leurs ports et ainsi accompagner leur économie en plein essor. Port Finance International est justement l'occasion idoine pour débattre de ces grandes orientations. Cet événement permet de rassembler les expertises des opérateurs régionaux et internationaux, mais c'est aussi l'opportunité pour les leaders, dans le secteur, d'anticiper et planifier des projets, ainsi qu'une chance de rencontrer des collègues, partenaires ou encore des clients. Les acteurs des autorités portuaires, terminaux, banques et sociétés d'investissement, cabinets d'avocats et consultants en ingénierie ainsi que des entreprises de logistique et de construction implantées dans la région et à l'international ont répondu présent à cette grand-messe de la famille maritime.

Le Burkina revoit à la hausse ses ambitions

● Comme en 2013, le Burkina Faso prévoit d'atteindre un taux de croissance de 7%, à l'aide de la bonne tenue des exportations de ses richesses naturelles. Le pays doit toutefois relever le défi de sa dépendance des aléas climatiques et des aides internationales.

Après un taux de croissance de 7% en 2013, favorisé par la production de coton et le boom minier, le Burkina Faso devrait rééditer sa performance en cette année 2014. En tout cas, telles sont les prévisions faites par Coface si certaines conditions sont réunies. «Une campagne agricole 2013-14 qui s'annonce prometteuse, au regard des prévisions pluviométriques, et la poursuite des investissements relatifs à la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable devraient maintenir la croissance à un niveau élevé en 2014», indique Coface. D'un autre côté, certains risques continuent de peser sur cette croissance attendue. Ils sont liés notamment aux principales ressources naturelles qui font la force de ce pays d'Afrique de l'Ouest de près de plus de 18 millions de consommateurs. «Une modération des cours du coton et de l'or est le risque le plus significatif pesant sur l'activité», préviennent les analystes. Et ce malgré que le gouvernement ait prévu de réduire la dépendance de l'or et du coton en favorisant l'agro-alimentaire pour les filières élevage, fruits et karité.



PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

	2011	2012	2013	2014
Croissance PIB (%)	5,0	9,0	7,0	7,0
Inflation (moyenne annuelle)	2,8	3,8	2,0	2,0
Solde budgétaire* / PIB (%)	-7,6	-8,2	-7,8	-7,7
Solde courant / PIB (%)	-1,3	-2,1	-5,2	-8,2
Dette publique / PIB (%)	29,7	27,3	31,4	31,7

SOURCE : COFACE

Réformes fiscales

Pour l'heure, l'État burkinabé peut se réjouir d'avoir pu réduire le déficit budgétaire en 2013. D'ailleurs, ce freinage devrait se poursuivre en 2014 grâce aux réformes fiscales et à la maîtrise des dépenses courantes. Les recettes, pour leur part, devraient progresser avec une meilleure mobilisation fiscale et l'augmentation des redevances minières. Quant à l'inflation, elle se situe autour de 2%, alors que le «risque de surendettement est modéré», à en croire Coface. «L'endettement à court terme restera

composé de dons et de prêts concessionnels. Toutefois, le niveau de professionnalité pourrait être revu à la baisse», ajoute l'analyse de Coface. Celle-ci estime en outre que c'est de la négociation de cette transition que dépendra la viabilité de l'endettement. Par ailleurs, suite à la 6e revue de l'accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit, une extension, suivie d'une 7e revue a été accordée. On peut s'attendre à un nouveau programme de prêts FMI en 2014. Sur un autre volet, relatif cette fois à la géographie, il faut

●●●
La croissance du pays s'appuie sur le coton et une bonne production minière.

FICHE PAYS BURKINA FASO

Taille
17,7 millions de consommateurs

Monnaie
Franc CFA

PIB
12,126 milliards US\$

Croissance PIB
7% en 2014

Région économique :
Afrique de l'Ouest

Doing Business 2014 :
154/189

noter que l'enclavement du pays continuera à grever le solde de la balance des services, en raison de l'acheminement des biens depuis les ports du Togo et du Bénin.

Forces et faiblesses

Enfin, pour les investisseurs, il faut noter que l'économie burkinabé ne manque pas d'atouts, comme elle renferme des inconvénients. Parmi les avantages de ce pays, on peut rappeler qu'il est le premier producteur de coton en Afrique tout en enregistrant une montée en puissance de la production aurifère. Le Burkina Faso est également cité pour ses «bons antécédents de politique économique et [de sa] mise en œuvre de réformes structurelles». Le Burkina Faso, qui fait partie des pays les pauvres au monde, ne manque pas de bénéficier du «soutien» de la communauté financière internationale. C'est en effet l'un des premiers pays à avoir bénéficié de l'initiative PPTE. Cette forte dépendance de l'aide extérieure est d'ailleurs l'une de ses grandes faiblesses, ainsi que sa forte exposition aux aléas climatiques. ●

Risque pays

TENSIONS SOCIALES LIÉES À LA QUESTION CONSTITUTIONNELLE ET AU COÛT DE LA VIE

Les questions liées à la Constitution, qui empêche le président Blaise Compaoré de se présenter une nouvelle fois en 2015, et aux revendications sociales sont à l'ordre du jour. Même si le Congrès pour la Démocratie et le Progrès au pouvoir ne dispose pas de la majorité nécessaire au Parlement pour modifier la Constitution, le vote en mai 2013 d'une loi portant création du Sénat pourrait changer la donne. L'opposition et la société civile craignent qu'un amendement puisse passer si les deux chambres étaient appelées à siéger en même temps, d'autant plus qu'une part importante des sénateurs devrait être nommée par l'Exécutif. Cette situation cumulée avec les protestations contre la vie chère, le chômage et la corruption a alimenté les manifestations populaires de juin et juillet 2013. L'opposition capitalise sur le mécontentement pour s'organiser autour d'une plateforme commune et se présente en alternative viable. Avec l'objectif de maintenir la pression sur le pouvoir, la gronde pourrait s'intensifier en 2014. Sur le plan sécuritaire, même si la menace islamiste semble écartée au Mali, le pays pourrait rester vulnérable à des incursions. À cet effet, la surveillance aux frontières a été renforcée. La réglementation se renforce avec l'adoption en mai 2013 d'un projet de loi sur les partenariats public-privé. Toutefois, les insuffisances judiciaires et une régulation contraignante des innovations financières entravent l'investissement.



BILLET

Thierry Ekouti,
Dir. pub - Le Quotidien de
l'Économie (Cameroun)

Micro-assurance, la bienvenue

Du 8 au 10 septembre, les assureurs des pays membres de la Conférence interafricaine des marchés d'assurance (CIMA) se sont réunis à Douala pour procéder au lancement de la micro-assurance dans cet espace constitué de 14 pays francophones d'Afrique centrale et de l'Ouest. L'on peut observer qu'il s'agit malgré tout d'un pas en avant dans la prise en compte des couches défavorisées. Pour le cas du Cameroun par exemple, seulement 1% de la population est titulaire d'une police d'assurance maladie. En fixant le montant de la prime de la micro-assurance à 3.500 FCFA par mois, les experts veulent répondre à cette préoccupation des populations. En attendant les réalités de la mise en place de la micro-assurance dans la zone CIMA, l'on peut déjà identifier au moins trois bénéfices résultant de son avènement. Outre la possibilité offerte aux couches démunies de souscrire une police d'assurance, les compagnies qui n'avaient pas encore la possibilité d'investir la micro-assurance en l'absence d'un cadre légal complet ont désormais la possibilité d'explorer ce champ que l'on crédite d'un très riche potentiel. Enfin, les sommes collectées dans cette branche de l'assurance vont accroître la capacité de financement de l'économie par les compagnies d'assurances qui, comme on le sait, prennent des participations dans des sociétés ou font en banque d'importants dépôts qui sont ensuite prêtés aux autres opérateurs économiques. En tout cas, le succès est garanti, surtout si le délai maximum de 10 jours pour régler les sinistres est respecté. ●

Wafa Assurance crée une filiale

● La société, souhaitant se consacrer à l'assurance-vie, compte s'appuyer sur le réseau de la filiale d'Attijariwafa bank pour s'implanter sur ce marché.

Leader de l'assurance au Maroc, la compagnie Wafa Assurance, filiale du groupe Attijariwafa, s'apprête à démarrer les activités de sa filiale au Cameroun dans le secteur de l'assurance-vie. Une annonce légale parue dans le quotidien gouvernemental Cameroon Tribune du mardi 9 septembre indique notamment que cette filiale a changé de dénomination pour s'appeler Wafa Assurance Vie Cameroun S.A. au lieu de Wafa Assurance Vie S.A, dénomination initialement adoptée. Maître Marceline Enganlim, la notaire qui a publié cette annonce légale, mentionne que ce changement de nom a été décidé au cours d'une assemblée générale extraordinaire organisée dans ses services à Douala le 6 mai 2014. C'est dire si cette nouvelle compagnie existait bien avant cette assemblée générale extraordinaire, même s'il est vrai qu'elle n'a pas encore débuté ses activités et qu'elle n'a pas encore ouvert de bureau dans le pays. Pourtant, le directeur général d'une des compagnies d'assurance en activité sur le marché camerounais croit savoir que Wafa Assurance Cameroun est fin prête et pourrait commencer ses activités à tout moment. «*Je sais qu'elle a même déjà reçu son agrément*», affirme-t-il, chose que ne conteste pas l'Association des sociétés d'assurances du Cameroun (ASAC). Un haut cadre de cette organisation qui regroupe toutes les compagnies d'assurances du pays remarque néanmoins qu'«*Au niveau de l'ASAC, nous n'avons pas encore reçu de notification relative à cette nouvelle compagnie qui est annoncée*». Nos deux sources s'accordent en outre pour dire que Wafa Assurance arrive au Cameroun suivant le mode «greenfield», c'est-à-dire sans hériter d'un portefeuille existant, car elle ne rachète ni ne prend de participation dans une des compagnies présentes sur le marché. Aussi n'y a-t-il pas de doute que la nouvelle compagnie va s'appuyer sur le réseau de la filiale d'Attijariwafa bank, la Société commerciale de banques (SCB Came-



roun) qui occupe le 4e rang parmi les banques camerounaises. Wafa Assurance Cameroun S.A. ne serait, de toute façon, pas la première expérience en la matière. L'on apprend en effet que le groupe a procédé de la même manière en Tunisie où, en l'espace d'un an, sa filiale a pu se hisser au 7e rang du marché de l'assurance vie. Quoi qu'il en soit, Wafa Assurance Cameroun S.A. ne sera pas le premier assureur marocain à opérer au Cameroun. En effet, il trouvera sur place les

**Le pays compte
23 compagnies
d'assurances dont
7 sont spécialisées
dans l'assurance-vie.**

filiales de deux autres compagnies du royaume, à savoir Saham Assurances, qui a racheté en 2010 la compagnie Colina, et RMA Watanya qui, depuis la fin de l'année 2013, détient 38% du capital de Beneficial Life Insurance S.A. Cameroun et Beneficial General Insurance S.A Cameroun. Deuxième marché de la CIMA (Conférence interafricaine des marchés d'assurances) derrière la Côte d'Ivoire, le Cameroun, qui compte environ 22 millions d'habitants, totalise actuellement 23 com-

panies d'assurances dont 16 en assurance dommages et 7 en assurance-vie. Selon les statistiques de l'ASAC, le chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur s'est élevé en 2013 à 163,54 milliards de FCFA, soit un peu plus de 327 millions de dollars. Une performance en hausse de 8,57% par rapport à l'année 2012. Pour ce qui est du cas particulier de l'assurance vie, son chiffre d'affaires s'est élevé en 2013 à 41 milliards de FCFA (28 millions de dollars), représentant une croissance de 2,21% par rapport à l'exercice 2012. À en croire l'ASAC, même si l'assurance vie ne représente que 26,6% du chiffre d'affaires du secteur en 2012, sa croissance est plus soutenue: 11,7% en moyenne sur les sept dernières années. L'arrivée de Wafa Assurance sur le marché camerounais coïncidera d'ailleurs avec le lancement dans les 14 pays de la zone CIMA de la micro-assurance qui est destinée aux populations les plus pauvres. Au cours d'un forum organisé la semaine dernière à Douala, cette organisation a invité les compagnies des États membres à proposer les produits de la micro-assurance à leurs clients, soulignant que «*le potentiel de la micro-assurance peut représenter plusieurs fois le chiffre d'affaires des assureurs*». ●

PAR **JULIEN CHONGWANG**
Le Quotidien de l'Économie -
Douala - Cameroun